

Appartient à Conseil des ministres du 13 mai 2022

Transposition en droit belge de la directive européenne établissant le régime général d'accise

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise.

Cet avant-projet de loi transpose en droit belge la directive européenne (UE) 2020/262 établissant le régime général d'accise. Une première série d'adaptations vise à aligner les références et la terminologie sur le code des douanes, ce qui se traduit par une meilleure coordination entre les réglementations en matière d'accise et de douane.

En outre, la directive (UE) 2020/262 rend possible l'utilisation du régime du transit externe pour des produits soumis à accises qui sont exportés. Dans la loi du 22 décembre 2009, il est donc prévu que le mouvement de produits soumis à accise prend fin dès que les produits sont placés sous le régime du transit externe.

La directive automatise aussi la procédure pour les mouvements de produits soumis à accise mis à la consommation au sein de l'UE et livrés à des fins commerciales et son intégration dans le système automatisé existant EMCS.

Sont également insérés deux nouveaux statuts, à savoir "l'expéditeur certifié" et le "destinataire certifié".

Dans le cadre de la digitalisation, la mention explicite des documents papiers est supprimée, et ce dans le cadre des procédures de secours prévues, mais aussi dans le cadre de mouvements réguliers de produits soumis à accise ainsi que dans le cadre de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation.

Pour finir, la directive adapte la responsabilité du particulier dans le cadre des ventes à distance. De ce fait, l'accise est exigible au moment de la livraison des produits soumis à accise, dans le chef de l'expéditeur ou du représentant fiscal.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Vincent Van Peteghem, Vice-Premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude

Rue de la Loi, 12

1000 Bruxelles

Belgique

<https://vanpeteghem.belgium.be>

Miet Deckers

Porte-parole

+32 475 76 65 26

miet.deckers@vincent.minfin.be